

## CHAPITRE PREMIER

### DE LA GUERRE CONTRE LA TERREUR AU FIASCO IRAKIEN

L'éthique, la morale et le droit constituaient les fondements du Grand Récit que les dirigeants américains construisirent au lendemain du cataclysme de New York et de Washington le 11 septembre 2001, et qui devait déterminer l'axe principal de la politique étrangère du président George W. Bush durant ses deux mandats. Ils l'avaient intitulé « guerre mondiale contre la terreur » (*Global War on Terror – GWOT*), ou, couramment, « Guerre contre la Terreur ». Le « terroriste » en constituait le personnage principal, le *bad guy* stigmatisé par une condamnation morale sans recours – que chacun devait pouvoir partager : les citoyens et résidents américains qui en avaient été les premières victimes bien sûr, mais aussi les Européens comme tous les habitants honnêtes du monde musulman ou du reste de la planète. Derrière le masque éthique du martyr dont les adeptes du jihad global avaient voulu faire une figure fondatrice, positive, exaltante à laquelle les masses musulmanes s'identifieraient, le terroriste révélerait la vérité de l'abjection, individu exécrationnel dont l'idéologie fanatique tenait à la haine, la mort,

la dévastation, culminant dans le massacre de civils innocents. La figure noire du terroriste cristalliserait contre elle une vaste alliance de la civilisation, derrière les États-Unis et l'équipe néoconservatrice portant le président Bush. Elle servirait aussi, en ramenant les « opérations-martyre » à leur ignominie d'« attentats-suicides », à désolidariser les populations musulmanes de leurs auteurs, fussent ces opérations perpétrées au nom de commandements religieux – dont apparaîtrait ainsi au grand jour le dévoilement.

Mais ce Grand Récit américain posait moult problèmes : le terme « terroriste » étant porteur d'une flétrissure morale absolue, ceux qui la prononçaient devaient, drapés dans la justice et l'équité, incarner les plus hautes vertus de la civilisation menacée par la terreur – pour emporter l'adhésion à la cause sublime qu'ils avaient faite leur. Ensuite, l'identification des terroristes s'avérait malaisée : par-delà les dix-neuf kamikazes du 11 septembre et leurs commanditaires, où classer les Palestiniens qui déclenchaient un engin explosif dans une rue israélienne ? Face à ceux qui, aux États-Unis ou dans l'État hébreu, les avilissaient en terroristes, et traçaient un signe d'égalité entre un attentat-suicide perpétré à Tel-Aviv et à New York, beaucoup les dissociaient, condamnant le second mais excusant ou approuvant le premier. Arabes ou musulmans, téléspectateurs d'Al Jazeera, voire tiers-mondistes ou anti-impérialistes, ils tenaient les Palestiniens qui se tuaient en causant un carnage pour des résistants à l'occupation israélienne, elle-même fustigée comme terroriste, sinon pour des combattants du jihad sur la voie d'Allah que leur sacrifice élevait au martyr. Établir les frontières du terrorisme serait l'objet d'une bataille pour définir le sens et fixer le cap de la Guerre contre la Terreur – suscitant de profondes divergences au sein de la coalition rassemblée derrière les États-Unis, d'emblée très vaste mais

qui s'amenuiserait avec le déclenchement puis la poursuite de la guerre en Irak à partir du printemps 2003.

Enfin, face au Mal que personnifiait le terroriste, les dirigeants américains établirent un diagnostic radical, ordonnant un traitement qui, au-delà des symptômes, identifiait la cause à éradiquer. Le terrain favorable sur lequel le terrorisme métastasait était constitué des régimes autoritaires du monde arabe et musulman qui, faute de pluralisme et de liberté d'expression, ne laissaient d'autre alternative que la violence aux opposants et dissidents. L'élimination de ces régimes ou leur transformation serait suivie de la gestation de systèmes politiques pluralistes. Ainsi le Moyen-Orient, demeuré à l'écart de la vague de démocratisation des années 1980-1990, rejoindrait les rangs d'une globalisation vertueuse sous l'égide bienveillante de l'hégémonie américaine.

Cette opération d'envergure ne pourrait se passer de chirurgie. Il faudrait manier le scalpel de la « guerre juste ». Une première action armée viserait Al Qa'ida et le régime des Talibans qui lui avait fourni son sanctuaire afghan. Une seconde renverserait le régime dictatorial irakien de Saddam Hussein, accusé de détenir des armes de destruction massive, pour établir sur ses ruines une démocratie exemplaire qui essaïmerait dans la région, bousculant les élites au pouvoir selon une théorie des dominos qui ferait choir les ennemis des États-Unis – à l'instar de l'Iran – sans épargner leurs alliés désormais suspects qui avaient enfanté les kamikazes du 11 septembre – au premier rang desquels l'Arabie Saoudite et l'Égypte.

Avec la « Guerre contre la Terreur » s'est ainsi construit, dans une relation strictement inverse face au Grand Récit du martyr et du jihad élaboré par les islamistes, un Grand Récit du terrorisme et de la démocratie mettant en œuvre

une vision du monde volontaire. Par-delà l'idéologie propre à chacun de ces deux discours, ils présentaient un frappant parallélisme dans l'exécution et l'objet. Le jihad fondé sur les injonctions divines et trouvant son apothéose dans le martyr représentait pour ses combattants et sympathisants la guerre sainte, juste, par excellence ; elle avait pour objet d'éradiquer le mal (Israël, les dirigeants arabomusulmans pro-occidentaux) afin de redistribuer les cartes au Moyen-Orient en y instaurant des États islamistes, dans la perspective messianique d'une victoire définitive de l'islam sur un Occident en déclin dont la « double razzia bénie du 11 septembre » représentait le signe annonciateur.

Quant au Grand Récit du terrorisme et de la démocratie, il fut élaboré, dans sa version la plus pure, par les divers *think tanks* et revues appartenant à la mouvance néoconservatrice au sommet de son influence dans les cercles dirigeants américains lors du premier mandat de George W. Bush, ce qui assura sa mise en œuvre cohérente et systématique – jusqu'à ce que l'épreuve de la réalité en bloque le déroulement dans le borbier irakien. Il connut deux grandes phases. La première, dont les opérations militaires en Afghanistan et la traque des dirigeants d'Al Qa'ida constituèrent l'ossature, s'étendit de l'automne 2001 aux préparatifs de l'offensive contre l'Irak, au printemps 2003. Elle fut marquée par la réussite militaire de l'offensive contre les Talibans, mais dut compter avec la persistance puis le renouvellement d'Al Qa'ida en dépit de la destruction de son sanctuaire, avec l'ouverture du camp d'internement controversé de Guantánamo et avec le regain de l'Intifada palestinienne – autant de signes avant-coureurs d'une situation qui se dégraderait dans les années suivantes. La seconde phase, avec l'invasion de

l'Irak et le renversement du régime de Saddam Hussein, devait, dans la logique de ce Grand Récit, parachever la défaite du terrorisme grâce à l'enfantement de l'État démocratique modèle. Après le succès initial des armes, elle se trouva confrontée à une insurrection imprévue, dont la répression mal gérée fut marquée par le scandale des sévices infligés aux détenus irakiens incarcérés à la prison d'Abou Ghraïb – qui aliénèrent l'opinion arabe et firent des prisonniers humiliés des victimes exemplaires – confortant la logique du martyrologe islamiste et sapant le fondement éthique dont se prévalait la stratégie d'une Guerre contre la Terreur accoucheuse de la démocratisation. Puis la perpétuation de la violence et du chaos dans l'Irak sous occupation américaine et la montée des antagonismes entre sunnites et chiites rendirent inopérant ce projet politique, laissant orphelins ceux qui, au Moyen-Orient, avaient cru dans la capacité d'attraction de ce Grand Récit – tandis que la montée en puissance d'un Iran radicalisé défiant la communauté des nations par le chantage nucléaire, puis la déréliction de l'Afghanistan du président Karzaï créaient un nouveau désordre du monde bien éloigné des lubies néoconservatrices sur le « nouveau siècle américain » que l'on caressait à Washington.

### *Le mauvais présage afghan*

La première phase de la Guerre contre la Terreur avait été accompagnée par un très large consensus dans les pays occidentaux : elle parvint aussi à mobiliser dans une certaine mesure des soutiens dans le monde musulman, autour de l'élimination des terroristes responsables des attentats aux États-Unis, de leurs complices et de leurs commanditaires. En dépit des attentes de Ben Laden qui avait espéré piéger la

coalition internationale en Afghanistan à l'instar de l'Armée rouge dans les années 1980, et malgré les appels à la solidarité avec l'Afghanistan martyr et envahi que lancèrent partis et journaux des oppositions islamiste ou nationaliste au Moyen-Orient, le régime des Talibans tomba aisément et sans susciter de regrets massifs, d'autant qu'il s'était aliéné une partie non négligeable des musulmans du monde par son caractère sectaire. Des Afghans, tout aussi islamiques que les Talibans, fussent-ils regroupés dans une « Alliance du Nord » équipée et payée par l'Occident, et soutenue par des opérations aériennes américaines, avaient constitué le fer de lance de l'offensive terrestre qui permit le changement de régime à Kaboul : cela interdit aux partisans du mollah Omar de faire accroire dans l'opinion arabe et musulmane mondiale que l'offensive menée contre eux constituait une invasion de la terre d'islam par des infidèles, et de mettre en œuvre un « jihad de défense » international comparable à celui qui avait été mené contre l'invasion soviétique dans les années 1980. Il ne se trouva que peu d'oulémas pour le prêcher, et il s'agissait de personnages appartenant à la frange islamiste la plus extrémiste, sans grand écho populaire – à l'instar de l'imam saoudien Hamoud al Shu'aybi, qui avait également été l'un des rares à donner son approbation juridique au 11 septembre, mais qui n'était connu que des cercles jihadistes. Conduites avec l'aval du Conseil de sécurité des Nations Unies, les opérations militaires en Afghanistan mobilisèrent aux côtés des États-Unis les forces armées de plusieurs pays, mais rencontrèrent pourtant leurs limites dans le but même qu'elles s'étaient assigné – l'élimination d'Al Qa'ida dont la plupart des dirigeants parvinrent à fuir vers les zones tribales pakistanaises. Cet inachèvement s'avérerait gros de conséquences dans les années ultérieures : à l'échelle internationale, les personnalités les plus charismatiques comme Ben Laden et Zawahiri pourraient continuer

à apparaître sur les écrans, visage rémanent d'un réseau jihadiste global qui n'avait pas désarmé et saurait effectuer une mue lui permettant de résister à la répression et à la traque. À l'échelle locale, les liens entre cette nébuleuse combattante et les tribus pachtounes situées à cheval sur la frontière afghano-pakistanaise parmi lesquelles s'étaient repliés ceux des Talibans (eux-mêmes pashtounes pour la plupart) qui avaient pu s'échapper, permettraient, à partir de l'année 2005, l'ouverture d'un nouveau front du jihad contre les forces étrangères – plus de 30 000 hommes originaires de trente-sept pays et regroupés, en vertu d'un mandat des Nations Unies, dans le cadre d'une Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS – plus connue sous son acronyme anglais d'ISAF) au commandement opérationnel assuré par l'Otan. Ce second jihad afghan serait à son tour contaminé par la stratégie des attentats-suicides – inconnus durant la guerre contre l'Armée rouge des années 1980 : de vingt-cinq en 2005, ces attentats passèrent à cent trente-six en 2006. Il serait accompagné de prises d'otages étrangers, occidentaux comme asiatiques – notamment un journaliste italien et deux volontaires humanitaires français dans les premiers mois de 2007, puis des membres d'une organisation évangélique sud-coréenne – donnant lieu aux mêmes scènes de chantage et de carnage relayées par les médias audio visuels que l'on pouvait observer en Irak.

### *Le péché originel de Guantánamo*

À cette première ombre au tableau devait rapidement s'ajouter une flétrissure ruinant l'argumentaire selon lequel cette guerre était menée au nom de la morale et du droit. Elle advint à l'occasion de la capture et du traitement des prisonniers par les États-Unis : dans le contexte

de l'après-11 septembre, face à la nébuleuse jihadiste dont la structure et les intentions demeuraient obscures, l'obtention d'informations qui permettraient d'identifier l'ennemi, d'éventer ses complots et de prévenir ses attaques futures revêtait un caractère crucial. Le 13 novembre 2001, un « ordre militaire sur la détention, le traitement et le jugement de certains non-citoyens dans la guerre contre le terrorisme » fut édicté par le président des États-Unis et fixa le statut des personnes capturées par les autorités américaines à travers le monde, soupçonnées d'être liées à un titre ou un autre à Al Qa'ida et de posséder des données utiles aux services de renseignement dans la traque de Ben Laden et de ses affidés. Elles seraient détenues en des lieux déterminés par le ministère de la Défense et éventuellement jugées par des commissions militaires. Le 10 janvier 2002, le camp de Guantánamo, sur une base de la marine américaine installée dans l'île de Cuba, commença à recevoir ses premiers prisonniers ; sept cent cinquante-neuf personnes au total y seraient incarcérées. Guantánamo constituerait à la fois l'une des principales illustrations du Grand Récit de la Guerre contre la Terreur et le premier facteur de controverse majeur qui en minerait les fondements, de l'intérieur même de la société américaine comme de l'extérieur – notamment chez l'ensemble des alliés européens des États-Unis, y compris le Royaume-Uni, et dans le monde musulman en général. La critique porterait à la fois sur le statut territorial du camp – qui échappa à la juridiction des cours américaines, dans un premier temps – et sur celui des « combattants illégaux » qui y étaient incarcérés sans inculpation ni jugement.

Guantánamo illustra d'abord la difficulté que rencontrèrent les États-Unis à combattre selon des méthodes

conventionnelles un ennemi qui s'était lui-même émancipé de toutes les conventions internationales. En mars 2006, Philip Zelikow, conseiller spécial de la secrétaire d'État Condoleezza Rice, précisa devant l'association des avocats américains ce qu'il nommait la « politique légale dans la guerre du crépuscule ». Avant le 11 septembre 2001, la lutte contre le terrorisme pouvait être conduite en recourant à la justice criminelle traditionnelle, à laquelle s'étaient ajoutés quelques missiles de croisière lancés sur des bases supposées d'Al Qa'ida. Après le 11 septembre, ses milliers de morts et ses milliards de dollars de dommages, les critères changèrent : les États-Unis étaient désormais engagés dans une guerre qui était plus qu'une guerre – la bataille universelle contre les extrémistes islamistes violents. Face à pareil défi, les dispositifs de la justice criminelle traditionnelle s'avéraient inadaptés : pour gagner, il était crucial de cibler et identifier les combattants ennemis – qui se dissimulaient, contrairement aux combattants enrégimentés et en uniforme des guerres habituelles – et, si certains étaient capturés, il fallait pouvoir les détenir et les interroger. Cela supposait de les transporter – grâce à des transferts extra-judiciaires (*renditions*) – dans des lieux où il serait loisible de les mettre à la question hors garanties judiciaires, sous le contrôle des États-Unis ou de certains de leurs alliés. C'est ce changement de paradigme légal qu'avait introduit la Guerre contre la Terreur, et qui, au terme de ce raisonnement, justifiait Guantánamo.

Ce camp de détention, qui avait servi dans le passé de lieu d'internement pour des boat people fuyant Haïti ou Cuba, s'avéra l'espace approprié où les autorités militaires américaines, submergées sous les milliers de prisonniers de l'offensive contre les Talibans à partir de

l'automne 2001, dirigèrent ceux qui, après des interrogatoires et un tri sommaires effectués sur place, paraissaient liés à Al Qa'ida et constituèrent ainsi un échantillon représentatif de cette nébuleuse terroriste qui avait attaqué les États-Unis le 11 septembre. Cela permettait de « fixer » des membres présumés d'un réseau dont la structure demeurait évanescence, de les incarcérer et de leur soutirer des informations en attendant de les punir. En détenant des suspects capturés dans un premier temps sur le champ de bataille afghan et par la suite arrêtés, voire enlevés, à discrétion dans divers pays du monde sur des soupçons parfois infondés (ce qui devait susciter des vagues de protestation), les concepteurs de Guantánamo voulaient d'abord donner un corps et des visages à la terreur contre laquelle la guerre était déclarée, mais dont la plupart des acteurs demeuraient insaisissables. La matérialité du terrorisme tel qu'Al Qa'ida le pratiquait avait deux dimensions : les attentats (dont les auteurs, lorsqu'il s'agissait d'« opérations-martyre », disparaissaient dans leur propre anéantissement et échappaient donc à toute capture) et les revendications et autres messages de propagande diffusés dans l'univers virtuel de l'internet ou la télévision. Entre le registre de l'attentat-suicide et celui des images sur support numérique, manquait l'accès à des êtres humains en chair et en os, qui pourraient incarner concrètement les terroristes recherchés. Les prisonniers de Guantánamo avaient donc fonction de symboliser le terrorisme global, dont ils constituaient le seul échantillon disponible incarcéré, prélude à sa défaite attendue, et se prêtant à un effet d'annonce. Les prisonniers entravés et menottés, dans leur uniforme orange fluorescent, dont les photographies floues étaient publiées dans les magazines et les images bougées diffusées dans les journaux télévisés

tout autour du monde, illustraient l'efficacité supposée de la répression. Ils donnaient corps à une saga pénitentiaire qui faisait pièce aux images triomphalistes d'opérations-martyre par lesquelles Al Qa'ida avait établi son hégémonie sur le show cathodique ou numérique du jihad universel.

Mais l'articulation entre la notion même de Guerre contre la Terreur et la détention des incarcérés à Guantánamo, définis comme criminels sans avoir pu comparaître devant un tribunal administrant la justice en toute impartialité, et capturés comme des prisonniers de guerre sans bénéficier du traitement garanti à ceux-ci par les conventions internationales, posait un problème majeur. Par-delà l'aporie juridique sur laquelle se prononcerait la Cour suprême des États-Unis, seraient exposées les ambiguïtés morales et les limites politiques du Grand Récit du terrorisme narré par les dirigeants américains.

Ainsi, à l'époque où s'ouvrait le camp, le président Bush prononça son fameux discours sur l'État de l'Union du 29 janvier 2002 – dans lequel il dénonçait « l'axe du Mal » : « Le drapeau américain flotte de nouveau sur notre ambassade à Kaboul – déclara-t-il parmi les applaudissements des sénateurs et des représentants – les terroristes qui occupaient l'Afghanistan occupent désormais des cellules à Guantánamo, et les dirigeants terroristes qui poussaient leurs disciples à sacrifier leur vie sont aujourd'hui en fuite pour sauver la leur. » La suite du discours annonçait que la Guerre contre la Terreur ne se limiterait pas à l'élimination des Talibans, mais qu'elle avait deux objectifs : combattre partout à la surface du globe des dizaines de milliers de terroristes – dont Hamas et le Hezbollah étaient cités comme exemples – éliminant leurs camps d'entraînement et détruisant leur monde souterrain, et également empêcher les régimes qui parrainaient

la terreur de menacer les amis et alliés de l'Amérique. Nommément désignés, la Corée du Nord, l'Iran et l'Irak étaient englobés dans le syntagme d'axe du Mal, et accusés de chercher à utiliser des armes de destruction massive, qu'ils pourraient aussi confier aux terroristes. Rétrospectivement, ce discours a constitué la première narration solennelle du Grand Récit du terrorisme dont furent dégaugées les perspectives d'ensemble : la lutte contre Al Qa'ida se prolongerait contre Hamas et le Hezbollah – deux ennemis spécifiques d'Israël – et aboutirait à un second objectif – le combat contre l'axe du Mal. La logique de l'invasion et de l'occupation de l'Irak en mars 2003 s'annonçait.

La rhétorique de cette déclaration mêlait trois registres différents en un unique raisonnement, confondant délibérément des actions criminelles (les attentats), des actes politiques (mis en œuvre par Hamas en Israël et Palestine et le Hezbollah au Liban), et des stratégies d'États (Corée du Nord, Iran et Irak) en une catégorie unique : le Mal. La notion d'« axe » servait à créer du lien entre ces divers niveaux d'accusation. Cette confusion permettait de criminaliser, au-delà des attentats, des mouvements politiques et des États – déniaient toute légitimité à leurs agissements. Or le combat contre ceux-ci ne pouvait être circonscrit au domaine strictement criminel : il ne relevait pas des tribunaux, mais de l'affrontement idéologique, politique, voire militaire. Réciproquement, la « guerre » pouvait se mener contre des États, voire des mouvements politiques armés, à l'instar de Hamas ou du Hezbollah, mais ne faisait pas sens pour poursuivre et châtier des criminels. En réalité, l'objectif du discours du président Bush consistait, à l'occasion du choc causé par les attentats du 11 septembre, à criminaliser l'ensemble de ses

adversaires sans autre forme de procès, de manière à obtenir une adhésion universelle, au nom de la justice et du droit, à la politique néoconservatrice américaine de redistribution des cartes au Moyen-Orient.

Cette construction intellectuelle s'appuyait sur la défense d'intérêts particuliers – ceux des États-Unis – que les artifices du discours présentaient comme sollicitude universelle et souverain bien planétaire. Ils se fondaient sur cet oxymore que constituait l'expression même de « guerre globale contre la terreur » : la terreur et ses conséquences relevaient de l'action de la police et de la justice, et devaient se voir traiter au nom d'universaux dépourvus d'ambiguïté – tandis que la guerre ne se menait pas contre la terreur en soi, mais bien contre des États, voire des mouvements politiques spécifiques, et relevait de la décision particulière d'un État décidant d'en combattre un autre, en l'occurrence les États-Unis souhaitant envahir l'Irak, changer le régime en Iran et neutraliser la Corée du Nord.

Au sein de cette architecture rhétorique, la référence à Guantánamo, mentionnée dès les premiers paragraphes du discours présidentiel, avait une valeur symbolique majeure. Marquant la détermination du gouvernement américain, elle annonçait un premier succès tangible : la capture et la détention de sympathisants ou d'activistes présumés d'Al Qa'ida, prélude à l'éradication finale du terrorisme et du Mal. Trois ans après ce discours, le patron du Pentagone Donald Rumsfeld caractérisait toujours ainsi les détenus de Guantánamo : « Des gens qui ont tous été capturés sur le champ de bataille, des terroristes ou des formateurs, des agents recruteurs, des confecteurs de bombes, des financiers, des gardes du corps [de Ben Laden], des auteurs potentiels d'attentats-suicides, et sans doute le vingtième pirate de l'air du 11 septembre. » Or, le groupe des prisonniers constituait un

ensemble composite, dont le rapport avec Ben Laden et son groupe se révéla parfois fort lointain. En l'absence de procès, leur culpabilité éventuelle a fait l'objet de débat. Selon une étude commandée par le ministère de la Défense, la plupart d'entre eux faisaient partie des cadres d'Al Qa'ida et de la nébuleuse terroriste. En revanche, selon une autre étude commanditée par les avocats de certains d'entre eux, et d'après Michael Scheuer, ancien responsable de la CIA en Afghanistan et auteur, sous le pseudonyme d'Anonymous, de deux ouvrages faisant référence sur la question terroriste, seuls quelque 10 % des détenus avaient une valeur en termes de renseignement, la majorité des autres représentant du menu fretin « vendu », voire fourgué par les autorités pakistanaises ou les seigneurs de la guerre afghans aux Américains à un prix très supérieur à leur cours sur le marché du jihad. Pour cette raison, quelque deux cents d'entre eux, qui s'avèrent sans utilité, furent élargis en 2004 et 2005 – d'autant plus s'ils étaient ressortissants occidentaux, citoyens d'États de droit dont les représentants demandaient des comptes aux autorités américaines sur leur détention sans base juridique. Les prisonniers appartenant aux cercles dirigeants d'Al Qa'ida – Khaled Shaikh Mohammed, le cerveau des attentats du 11 septembre, Ramzi Ben al-Shibh, Abou Zubayda – furent d'abord interrogés dans d'autres bases sans qu'il en soit fait état publiquement – comme Bagram en Afghanistan ou l'île britannique de Diego Garcia, dans l'océan Indien, avant de se retrouver en définitive dans le camp cubain.

Le double usage des détenus de Guantánamo – leur fonction symbolique pour illustrer l'incarcération et la défaite annoncée des terroristes, et leur valeur comme source de renseignement – demandait qu'ils fussent rassemblés dans un lieu où leur maintien en détention ne

serait pas tributaire des décisions de la justice américaine, mais permettrait au pouvoir exécutif de les utiliser au mieux de ses intérêts dans la Guerre contre la Terreur. C'est ainsi que fut choisie cette base navale à la localisation paradoxale – louée à Cuba en vertu d'un traité signé en 1903, bien avant la venue au pouvoir à La Havane du régime castriste (lequel n'encaissa jamais les chèques que lui versait le Trésor américain, se refusant ainsi à entériner l'accord). Ne faisant pas partie du territoire des États-Unis, la base était régie par les seuls règlements militaires, et les détenus incarcérés là se trouvaient dans une zone de non-droit. Cette situation allait créer un conflit juridique majeur entre la Cour suprême des États-Unis et le gouvernement du président Bush.

Le 28 décembre 2001, recevant dans son ranch de Crawford, au Texas, le général Tommy Franks, commandant en chef des opérations militaires en Afghanistan, le président, interrogé lors d'un point de presse sur le devenir des prisonniers, répondit : « Quelles que soient les procédures liées au fonctionnement de nos tribunaux militaires, notre système est plus loyal que celui de Ben Laden et des Talibans... Les prisonniers que nous avons capturés et qui seront jugés auront plus de chances de se défendre que n'en a donné M. Ben Laden à ceux de nos citoyens qui se trouvaient dans le World Trade Center ou le Pentagone. » Cette vision juridique et morale de la Guerre contre la Terreur, très marquée, trois mois après le 11 septembre, par la charge émotive des attentats et la tragédie des milliers de victimes qui y périrent, inspira le système de Guantánamo.

Sur le plan international, les détenus de la base navale ne furent pas considérés, dans les premiers temps, comme des prisonniers de guerre au sens où les définit la troisième

Convention de Genève de 1949, qui accorde à ceux-ci des protections juridiques précises, fixe leur statut, prohibe les mauvais traitements et la torture, prévoit leur élargissement à la cessation de la belligérance, et ne permet de les faire passer en jugement que si un tribunal compétent établit qu'ils se sont rendus coupables de crimes. Les prisonniers furent qualifiés par M. Rumsfeld en janvier 2002 de « combattants illégaux », une catégorie construite spécialement pour désigner les « terroristes internationaux » capturés après le 11 septembre – en vertu de quoi ils furent soumis à un régime exorbitant du droit international comme américain. Incarcérés sans qu'aucune inculpation leur eût été notifiée, ils n'avaient pas non plus vocation à être présentés à un tribunal américain (du fait du statut d'extritorialité de la base), mais à comparaître éventuellement devant des commissions militaires, qui les jugeraient dans le secret. Dès leur arrivée au camp, ils furent soumis à des conditions de détention et à des interrogatoires particulièrement durs, dans le but de leur extorquer des informations sur Al Qa'ida et sa mouvance. Certains des prisonniers britanniques et français, libérés en 2004, publièrent des récits témoignant qu'ils avaient subi de manière continue des mauvais traitements assimilables à de la torture, notamment l'épreuve de la « baignoire » (*waterboarding*) qui simule l'asphyxie tête sous l'eau. Le gouvernement américain, ainsi que les divers responsables incriminés, dont l'ancien patron de la CIA, George Tenet, dans ses mémoires, nièrent qu'ils avaient jamais eu recours à la torture, mais admirent l'existence de méthodes d'interrogatoire « sévères » incluant des pressions physiques et psychologiques intenses. Leur liste était précisément établie par des instructions écrites de M. Rumsfeld et des officiers supérieurs, dont certaines,

bien que classifiées secrètes, firent l'objet de fuites. En soumettant ainsi à la question les détenus, le pouvoir exécutif américain manifestait sa souveraineté absolue dans la conduite de la Guerre contre la Terreur et la définition de celle-ci. Au prétexte de protéger les libertés et la démocratie, il s'arrogeait le droit de recourir à des règlements d'exception.

« Le camp – note le philosophe Giorgio Agamben – [...] est un bout de territoire qui est placé en dehors du système juridique normal, mais qui, pour autant, n'est pas simplement un espace extérieur. [...] La capacité à décréter l'état d'exception constitue le fondement du pouvoir souverain, et le camp est la structure dans laquelle se réalise durablement l'état d'exception. » Sur le plan intérieur américain, cet état d'exception tel qu'il était mis en œuvre à Guantánamo de façon exemplaire fut validé par les électeurs qui réélirent George Bush en novembre 2004. Son adversaire John Kerry, qui n'avait pas remis en cause les incarcérations à Guantánamo, mais refusait qu'y soient pratiqués de mauvais traitements, s'attira de vives répliques des partisans du président pour qui les méthodes utilisées sur la base étaient les seules qui permettraient d'éviter de nouvelles attaques comparables au 11 septembre en « obtenant de l'information des terroristes eux-mêmes », comme le nota le Pr John Yoo, l'un des principaux juristes qui avaient construit l'argumentaire légal destiné à justifier l'existence du camp.

La référence à Guantánamo joua ainsi un rôle cardinal pour faire adhérer les électeurs américains à la politique de M. Bush, mais elle eut très vite un effet désastreux dans le monde islamique puis chez les alliés européens des États-Unis et parmi la plupart des organisations de défense des droits de l'homme. Dans les milieux musulmans – où les détenus de Guantánamo furent décrits

comme des victimes de l'arbitraire – l'écho des mauvais traitements, ainsi que des rumeurs de désacralisation du Coran par des gardiens, contribuèrent à éclaircir les rangs de ceux qui pourraient adhérer aux principes édictés par les États-Unis pour combattre le terrorisme et instaurer la démocratie. Au lieu d'isoler les jihadistes de la masse de la population, le phénomène Guantánamo suscita de la sympathie pour les prisonniers et une hostilité déclarée envers ceux qui les détenaient. L'uniforme orange phosphorescent des détenus, qui symbolisait l'incarcération et la défaite des terroristes lorsque les images en étaient diffusées par les médias, fut retourné en stigmate du supplice enduré par les victimes musulmanes d'un déni de justice. Les jihadistes sauraient en faire usage à leur manière : lorsque le jeune otage américain Nicholas Berg fut décapité en direct devant une webcam par Zarqawi, en Irak, en mai 2004, ses bourreaux l'avaient vêtu d'une semblable combinaison orange pour accompagner leur mise en scène macabre d'un message narquois qui rendait coup pour coup à la propagande américaine en la détournant.

Guantánamo ne convainquit guère non plus les alliés européens de Washington : appuyé sur les rapports de la Fédération internationale des droits de l'homme, Human Rights Watch ou encore Amnesty International, le Parlement européen demanda le 20 février 2006 la fermeture du centre de détention et la possibilité pour chaque prisonnier d'être jugé sans délai devant un tribunal indépendant, condamnant toute forme de torture et de mauvais traitement. Mais il avait fallu attendre quatre ans – l'ouverture du camp remontait à janvier 2002 – pour que ce type de déclaration pût voir le jour : en effet, dans les premières années, une partie de l'opinion publique européenne, même sensibilisée aux droits de l'homme,

considérerait, selon l'avocat de deux des Français détenus, que « les mauvais traitements, si condamnables soient-ils, s'éclipsent dès lors que [les jeunes musulmans incarcérés] sont désignés, sans preuve aucune, comme ayant pu vouloir embrasser la cause du terrorisme international ».

Aux États-Unis mêmes, la ressource politique que procurait Guantánamo au gouvernement devint de plus en plus hasardeuse : le 28 juin 2004, la Cour suprême statua que les cours fédérales avaient compétence à juger de la légalité de la détention des ressortissants étrangers à Guantánamo, puis une décision de la cour fédérale de Washington, le 11 novembre, jugea illégal de faire comparaître un prisonnier devant les commissions militaires. En réaction, le Sénat et la Chambre des représentants, acquis au parti républicain, adoptèrent le 30 décembre 2005 le « Detainee Treatment Act » (Loi sur le traitement des détenus) qui enlevait toute juridiction aux cours fédérales et renvoyait les détenus devant les commissions militaires. La bataille juridique se poursuivit avec un nouvel arrêt de la Cour suprême du 29 juin 2006 estimant que le président avait outrepassé ses droits en ordonnant la mise en place de commissions militaires pour juger les détenus de Guantánamo. Le 27 septembre, la majorité républicaine du Congrès vota un texte de loi remettant en place les commissions militaires, accusant l'opposition démocrate de « faiblesse face au terrorisme » – dans la perspective des élections aux deux chambres de novembre, démontrant ainsi qu'elle escomptait toujours que l'invocation du Grand Récit du terrorisme lui permettrait de mobiliser les voix des citoyens américains. Mais Guantánamo lui-même avait cessé de faire recette : les élections parlementaires de novembre 2006, au contraire de l'élection présidentielle d'octobre 2004, sanctionnèrent l'échec de la conduite de

la Guerre contre la Terreur, en amenant une majorité démocrate au Sénat et à la Chambre des représentants – échec que traduisit au sommet de l'exécutif le départ de Donald Rumsfeld du Pentagone. Dès le mois de mai 2006, la Maison-Blanche avait laissé entendre que le camp pourrait être fermé à la fin de l'année suivante, et la grande majorité des détenus – contre lesquels aucune charge ne serait retenue – renvoyés dans leur pays d'origine ou élargis. Le président, dans les lendemains du suicide de trois prisonniers, le 11 juin, déclara en personne qu'il aimerait fermer Guantánamo, qui envoyait à l'étranger un message contradictoire, permettant à certains d'accuser les États-Unis de ne pas mettre en œuvre les valeurs auxquelles ils incitaient d'autres pays à adhérer. « Ma réponse – conclut M. Bush – est que nous sommes une nation de lois. Ces gens [les détenus] auront des procès, des avocats, et seront représentés au tribunal. »

Ainsi, un peu plus de quatre années après l'ouverture du camp, les inconvénients politiques du système Guantánamo avaient fini par l'emporter sur ses avantages. Il était devenu l'un des principaux points d'achoppement au rayonnement du Grand Récit du terrorisme au-delà des frontières américaines, alors même que l'impasse de la guerre en Irak rendait plus nécessaire que jamais tant le resserrement des liens avec les alliés des États-Unis que l'amélioration des relations avec les sociétés civiles du monde arabe et musulman.

Lorsque l'offensive contre l'Irak fut déclenchée le 20 mars 2003, les succès remportés par la guerre globale contre le terrorisme paraissaient, en rétrospective, en deçà des attentes formulées dans le discours du président Bush sur l'état de l'Union de janvier 2002. Seul le renversement du régime des Talibans en Afghanistan semblait alors un

point positif au tableau : la traque de Ben Laden et de ses principaux associés, en revanche, marquait le pas, exposant l'inadéquation entre la machinerie militaire américaine et occidentale – adaptée à la guerre contre l'ancien bloc soviétique ou des armées conventionnelles – et le défi représenté par un ennemi ductile et qui s'avérait quasiment insaisissable. Des attentats ensanglantaient la planète à un rythme régulier, de Bali à Mombassa : s'ils marquaient la persistance d'Al Qa'ida, et les échecs des efforts pour l'éliminer, ils fournissaient également un argumentaire au Grand Récit de la Guerre contre la Terreur, en faisant la démonstration quotidienne de la gravité du péril et de la nécessité de mobiliser tous les moyens pour le surmonter. Or ces moyens furent détournés de leur objectif initial – la poursuite de Ben Laden et de ses affidés – pour être investis dans un combat auquel les forces armées occidentales paraissaient mieux adaptées, leur promettant une victoire tangible : l'invasion de l'Irak et la défaite de l'armée conventionnelle et peu performante de Saddam Hussein. Ce succès militaire annoncé devait compenser l'absence de résultats dans la traque des chefs d'Al Qa'ida, en brûlant cette étape pour passer directement à l'objectif final de la Guerre contre la Terreur : stabiliser des régimes démocratiques pro-américains dans un Moyen-Orient restructuré. L'onde de choc de la chute de Saddam serait telle qu'elle pulvériserait la mouvance jihadiste, exposant aux peuples arabes l'évidence bienfaisante d'un régime démocratique accouché par les États-Unis, arrachant l'Irak à des décennies d'infortunes et de désastres sous le joug de l'une des dictatures les plus féroces du Moyen-Orient.

C'est dans ce contexte et avec pareils enjeux qu'un scandale qui bénéficia d'une énorme couverture médiatique infligea un dommage majeur au discours américain sur la

démocratie et la liberté : l'affaire de la prison d'Abou Ghraïb – l'enfant du péché de Guantánamo.

### *Abou Ghraïb, morale de la pornographie*

Construite pendant les années 1960 dans les environs de Bagdad, Abou Ghraïb symbolisait l'ère de Saddam Hussein : sévices, viols et assassinats de détenus y étaient routiniers, et énoncer son nom suffisait à dire les crimes du dictateur – fournissant l'un des principaux arguments moraux pour renverser son régime. Le 30 avril 2004, le président Bush, évoquant son discours du 1<sup>er</sup> mai 2003, où il avait proclamé que les troupes américaines et alliées avaient accompli leur mission en Irak, se félicitait qu'en conséquence, un an après, il n'y eût plus dans ce pays de « cellules de torture, de cimetières de masse et de salles de viol ». Or, la découverte des sévices et avilissements infligés à des prisonniers irakiens par leurs geôliers américains dans cette même prison, et photographiés ou filmés puis mis en ligne par ceux-ci, devait contredire ces propos et susciter un esclandre planétaire avec la publication de ces images dans le magazine *The New Yorker* et le programme télévisé *60 minutes II* à la fin avril 2004. On y voyait notamment des prisonniers irakiens nus empilés sous forme de pyramide humaine, devant lesquels posait un couple de soldats américains souriant pour une sorte de photo-souvenir, un détenu nu cagoulé tenu en laisse à terre par une soldate, et un prisonnier encapuchonné et vêtu d'un sac, juché en équilibre sur une caisse, les bras écartés et les mains reliées à des électrodes. Cette dernière image, une sorte de crucifixion électrique, devint emblématique de l'affaire d'Abou Ghraïb. De nombreuses autres photographies et saynètes filmées circulèrent par la suite, parmi lesquelles des prisonniers barbouillés d'excréments, et beaucoup de mises en

scène utilisant les corps nus des détenus dans des postures dégradantes. Simulant des actes sexuels sous la contrainte et l'objectif de la caméra, la tête couverte d'un capuchon ou d'une culotte de femme, les prisonniers dévêtus, par-delà les sévices eux-mêmes, étaient humiliés par le regard de voyeur porté sur eux au moment de la diffusion des images, qui les dépouillait de leur virilité pour les réduire, aux yeux des téléspectateurs et internautes du monde entier, à des corps passifs exhibés dans des poses féminines inspirées des clichés de la pornographie.

L'affaire avait commencé avec une instruction de la justice militaire, après qu'un soldat, écœuré des mauvais traitements infligés aux détenus par certains de ses camarades, eut remis à ses supérieurs, en janvier 2004, un CD comprenant des centaines d'images se rapportant à des faits commis entre octobre et décembre 2003 – une époque où l'insurrection prenait au dépourvu l'armée américaine, débordée par une violence à laquelle elle n'était pas préparée. Dans ce contexte, la pression pour obtenir des informations sur le soulèvement grâce aux interrogatoires des prisonniers se fit intense, et les méthodes mises en œuvre à Guantánamo commencèrent d'être appliquées dans la prison irakienne. Or la masse des détenus d'Abou Ghraïb, faite de délinquants de droit commun, n'avait que peu ou pas de renseignements à apporter sur l'insurrection, et les gardiens, des réservistes de l'armée, n'étaient pas formés à leur tâche. La course aux aveux rapides et opérationnels dans la lutte contre le terrorisme incita les geôliers à « amollir » leurs victimes avant les interrogatoires – et la faiblesse de l'encadrement permit à un groupe de gardiens et gardiennes laissés à eux-mêmes de se livrer aux exactions de l'automne 2003. La gravité des faits constatés diligenta l'ouverture d'une

enquête dont le rapport fit l'objet de fuites dans la presse, qui se procura également certaines photographies, permettant au scandale de devenir public à la fin avril 2004.

Devant l'évidence, M. Rumsfeld présenta des excuses publiques et sa démission (qui fut refusée par le président), tandis qu'une cour martiale jugeait les sept soldats et sous-officiers inculpés, les condamnant à des peines allant jusqu'à dix ans de prison, et que les officiers supérieurs les ayant supervisés étaient dégradés. Un rapport final, remis en août 2004 à M. Rumsfeld par James Schlesinger, ancien ministre de la Défense, concluait à des actes hautement répréhensibles, mais isolés, et incriminait les déficiences de la chaîne de commandement qui les avait rendus possibles. Pour le président Bush, qui s'exprima devant l'académie militaire américaine le 24 mai : « Sous Saddam Hussein, des prisons comme Abou Ghraïb étaient les symboles de la mort et de la torture. Cette même prison est devenue un symbole de la conduite déplorable d'un petit nombre de soldats américains qui ont déshonoré notre pays et nos valeurs. » Dans cet esprit, le président devait présenter des excuses à l'opinion arabe, par l'intermédiaire du roi de Jordanie et d'un entretien au quotidien égyptien *Al Ahrām*.

« Abou Ghraïb donna à l'anti-américanisme du monde arabe une cible et un prétexte », écrivit le professeur Fouad Ajami. Partisan de la guerre en Irak, il faisait remarquer que « des hommes et des femmes à Amman, Djedda et au Caire qui avaient fermé les yeux sur le terreur en Irak sous le Baath se proclamaient désormais outragés par Abou Ghraïb ». De fait, contrairement à de nombreux États du Moyen-Orient, où la torture est pratiquée dans l'impunité, les exactions commises à Abou Ghraïb furent condamnées et leurs auteurs punis. Mais

l'enjeu était plus complexe : il s'agissait pour les États-Unis de gagner la bataille des esprits et des cœurs dans les sociétés du monde arabe et musulman, afin qu'elles adhèrent au Grand Récit de la guerre contre le terrorisme et pour la démocratie. C'était là que le bât blessait, à cause de la diffusion sur toute la planète d'images sadiques et perverses conférant un caractère pornographique aux brutalités infligées aux prisonniers. Comme si les profanations subies par les détenus déshabillés, et notamment la privation de leur virilité dans les mises en scène de soumission sexuelle, avaient pour fonction – à la manière d'un rituel propitiatoire – d'exorciser le danger et la violence que l'explosion imprévue et incontrôlable de l'insurrection faisait subir à l'occupation américaine de l'Irak dès l'automne 2003. Mais les images changèrent de signification dès qu'elles furent livrées à la consommation publique – notamment dans le monde arabe. Les prisonniers qui avaient subi ces humiliations y furent perçus comme les victimes emblématiques de la domination des Arabes par la puissance américaine, que symbolisait la violence sexuelle imposée à des victimes privées de leur liberté. Dans leur crudité, ces images disaient la réalité d'une relation implacable entre dominants étrangers et dominés indigènes, par-delà les bonnes paroles démocratiques. C'était désormais une gageure pour les États-Unis de prétendre avoir libéré le monde musulman du joug des dictatures et d'avoir émancipé la société civile face à la barbarie jihadiste.

### *Le retour de l'embargo refoulé*

Par-delà la manière dont la guerre puis l'occupation de l'Irak furent conduites, des causes plus anciennes et profondes avaient miné l'entreprise : elles obéraient à la

source le Grand Récit de la Guerre contre la Terreur et de l'accouchement de la démocratie dans sa dimension irakienne. L'effondrement de l'État fut manifeste dès la chute de Bagdad en avril 2003, lorsque les troupes américaines victorieuses laissèrent la populace piller plusieurs jours durant édifices publics, ministères, hôpitaux, écoles et musées – tandis qu'émergeaient des centres concurrentiels de pouvoir, religieux ou ethniques, qui dissipèrent rapidement l'utopie d'une société civile irakienne constituant le peuple organisé, le *demos*, duquel aurait dû sourdre la démocratie. La notion même de « peuple irakien » n'avait pas survécu à la décennie d'embargo imposé par la communauté internationale après la défaite de l'Irak en 1991. Malgré la déroute de l'armée de Saddam Hussein qu'avait alors chassée du Koweït la coalition menée par les États-Unis, le président Bush père n'avait pas fait renverser, comme il en aurait eu la possibilité, le dictateur de Bagdad – laissant même la garde prétorienne du raïs noyer dans le sang l'insurrection chiite dans le sud du pays. Il semblait déjà inéluctable à cette époque que la majorité chiite de la population irakienne s'emparât du pouvoir, si disparaissait l'homme fort – appuyé sur les tribus arabes sunnites dont il était issu. Or, en 1991, les dirigeants des pétro-monarchies sunnites de la péninsule arabique, qui réglèrent la facture de la guerre et redoutaient l'avènement d'un Irak chiite sous influence iranienne, surent faire entendre leur voix à Washington. Les États-Unis laissèrent donc Saddam en place, rognant son pouvoir par la quasi-indépendance des régions kurdes du Nord, tandis que le Sud était interdit de survol à l'aviation irakienne. Et surtout, afin de prévenir toute velléité belliqueuse de celui qui avait envahi à tour de rôle deux de ses voisins en une décennie, des sanctions économiques et un embargo

furent imposés à l'Irak. Le despote et ses sbires s'adaptèrent aisément à la situation, organisant un marché noir lucratif – en liaison avec divers opérateurs internationaux peu scrupuleux – tandis que la population civile en pâtit effroyablement. Jusqu'alors, les régimes autoritaires successifs depuis le renversement de la monarchie en 1958 avaient acheté la paix sociale en investissant les revenus du pétrole dans l'éducation, les infrastructures et le développement. L'Irak, privé de liberté et ployant sous le joug d'une terreur d'État, se trouvait toutefois mieux loti économiquement et socialement que la plupart des pays arabes, et la vie culturelle y florissait – pour peu qu'elle restât apolitique. Un dicton arabe des années 1970 ne posait-il pas en principe : « L'Égypte écrit, le Liban imprime, l'Irak lit » ? La guerre contre l'Iran, entre 1980 et 1988, avait considérablement appauvri le pays, mais celui-ci était resté soudé derrière l'État : la masse des conscrits chiites s'était montrée fidèle au pouvoir – ou incapable de lui résister.

Il en alla tout autrement après la déroute irakienne en janvier 1991, lorsque les troupes de Saddam fuirent dans le désordre le Koweït qu'elles avaient envahi et mis au pillage, poursuivies par la coalition internationale : l'armée et les institutions de l'État-providence se délitèrent – à l'exception des corps d'élite qui protégeaient le régime – sous le coup de ce que le langage populaire nomme la *darbat Bush* – la frappe de Bush – qui eut l'effet d'un raz-de-marée. Toutes les hiérarchies sociales furent bouleversées. L'État de Saddam n'était plus qu'un prédateur aux mains du clan présidentiel, et la population, lorsqu'elle ne parvenait pas à fuir le pays, se replia sur les communautés ethniques, tribales ou religieuses qui permettaient d'obtenir de la nourriture, des médicaments, des biens de première nécessité. C'est dans ce contexte que se produisit la

fragmentation du peuple irakien autour de groupes agnatiques : Kurdes, Arabes, Turkmènes, sunnites, chiites, chrétiens, yézidis, et autres clans, sectes, confessions et tribus devinrent désormais les pôles d'identification et de convivialité – qui excluèrent les concitoyens d'hier ne partageant pas les mêmes particularités, dans la lutte générale pour la survie. L'État tenta de contrôler le processus en l'accompagnant par l'exaltation des vertus tribales et par des « campagnes de foi » (*hamlat al iman*) qui encourageaient les manifestations publiques de piété, le voilement des femmes et l'édification de « mosquées Saddam ». Mais les prédicateurs sunnites comme chiites avaient déjà construit leurs propres logiques de pouvoir en démembrant la société – à l'instar des partis kurdes pour lesquels l'identité irakienne ne faisait plus sens, la langue arabe n'étant même plus enseignée aux enfants dans la zone kurde autonome.

De la sorte, lorsque le régime de Saddam s'effondra pour de bon sous les obus américains en avril 2003, il n'existait déjà plus de cohésion sociale irakienne à proprement parler. Ce fait semble avoir été largement sous-estimé – voire ignoré – par les idéologues néoconservateurs et les administrateurs américains qui planifiaient la reconstruction du pays : cela les aurait peut-être contraints à voir dans l'embargo des années 1990 dont ils s'étaient faits les champions la cause de la catastrophe humanitaire et des profondes déchirures du tissu social. Les effets calamiteux des sanctions avaient été refoulés dans l'inconscient collectif de la communauté internationale, et l'on fit comme si la société irakienne existait toujours et pourrait renaître de ses cendres, une fois Saddam éliminé. En renversant le dictateur, on se donnait bonne conscience en occultant les responsabilités américaines, européennes,

arabes et onusiennes dans la déréliction du peuple irakien pendant une décennie. Mais le retour de ce refoulé s'avéra dévastateur.

Une deuxième cause de la mauvaise appréciation de la situation en Irak était attribuable aux sources d'informations auxquelles avaient accès les dirigeants américains : pour l'essentiel, elles provenaient de la communauté irakienne en exil – dont la plupart des membres dirigeants avaient quitté le pays avant l'embargo et les sanctions internationales. Leur perception de l'Irak était largement tributaire de la mémoire d'une époque révolue – lorsque les mouvements de gauche sans affiliation religieuse ou ethnique explicite tenaient le haut du pavé, ayant réussi à effectuer une sorte de brassage entre confessions et ethnies, au nom d'idéologies progressistes ou laïques diverses. En Irak, avant l'embargo, les mariages mixtes, en milieu urbain, étaient fréquents, à l'instar de l'ex-Yougoslavie où Serbes, Croates ou Bosniaques convolaient jusqu'à ce que le nettoyage ethnique ne contraignît chacun au repli communautaire en prélude au massacre généralisé. Les exilés, qui avaient leurs entrées au Pentagone ou au Département d'État, étaient dépourvus de toute expérience concrète des effets désastreux des sanctions sur la fragmentation de la société – et entretenaient les responsables américains, notamment les néoconservateurs nourris du Grand Récit de la chute du communisme, dans l'illusion d'une similarité entre la libération de Bagdad en 2003 et celle de Prague. Mais il ne se trouva personne pour tenir le rôle d'un Václav Havel irakien, et en guise de révolution de velours, ce serait le spectre du Vietnam qui reviendrait hanter Washington.

L'administrateur civil américain, l'ambassadeur Paul Bremer, qui prit ses fonctions le 9 mai 2003, après

quelques semaines de transition calamiteuse sous les auspices d'un premier administrateur incompétent, émit ses deux premières directives pour démobiliser soldats et officiers de l'armée irakienne et faire disparaître celle-ci, puis pour interdire l'accès à tout emploi public aux anciens membres du parti appartenant aux quatre échelons supérieurs, soit environ 30 000 hommes. Ces mesures visaient ce que le jargon de l'occupant nommait les *Former Regime Loyalists (FMR)*, les fidèles ou nostalgiques de Saddam, dont beaucoup appartenaient à la minorité sunnite dominante, et certains à la tribu ou la famille élargie de Saddam. Dans ses mémoires, M. Bremer reste peu disert sur la raison de pareilles mesures dont on ne sait si elles lui ont été inspirées par la dénazification de l'Allemagne aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale ou par les purges anti-communistes après la chute du mur de Berlin et la disparition du système soviétique en Europe de l'Est. Mais leurs conséquences furent catastrophiques – et il ne se trouve plus personne désormais, fût-ce dans la mouvance néoconservatrice qui y avait pourtant applaudi à l'époque, pour les approuver : soudain privés de salaire, chassés de leur emploi, les cadres de l'ancien régime entrèrent dans la dissidence armée, et formèrent la première vague des insurgés, sunnites pour la plupart, la haine aux tripes pour les troupes américaines, qui de libératrices s'étaient désormais transmues en occupantes, et d'occupantes en impies ayant envahi la terre d'islam – donc passibles du déclenchement contre elles d'un jihad armé. Cette dynamique permit de fédérer rapidement, en un front de la « résistance », aussi bien les anciens baathistes que les islamistes sunnites, irakiens d'abord, puis étrangers ensuite – qui venaient en Irak sous les auspices d'Al Qa'ida comme leurs frères aînés jihadistes s'étaient rendus

autrefois en Afghanistan. Mais à la différence de ce pays, où les conflits entre chiïtes et sunnites étaient demeurés – jusqu’à la survenue des Talibans en 1996 – de basse intensité, le jihad irakien prit très vite une double dimension : il visait les « croisés » – c’est-à-dire les Américains et leurs alliés, voire tout non-musulman, fût-il civil, qui se trouvait en Irak, mais également les « hérétiques » – les chiïtes, autrefois méprisés, et qui soudain disposaient d’un pouvoir dont ils privaient l’ancienne élite dominante sunnite, de par le double effet de leur majorité numérique et de la faveur américaine. Sur les décombres de la société civile irakienne, l’occupation fit éclore ce que la doctrine islamique nomme *fitna ta’ifiyya* – ou sédition confessionnelle –, hantise des docteurs de la loi, les oulémas, qui voient là le chaos et l’anarchie menaçant de l’intérieur la communauté musulmane et précipitant sa ruine.

### *De la résistance irakienne au nettoyage confessionnel*

Dès l’été 2003, quatre mois à peine après la chute de Bagdad, cette double orientation anti-occidentale et anti-chiïte du jihad sunnite s’exposait en pleine lumière. Le 19 août, le quartier général de l’Onu à Bagdad était détruit par une « opération-martyre », où trouvèrent la mort l’envoyé spécial du Secrétaire général, le diplomate brésilien Sergio Vieira de Mello et plusieurs de ses collaborateurs. Dix jours plus tard furent tués à Najaf, l’un des lieux saints majeurs du chiïsme, l’ayatollah Mohammed Baqir al-Hakim et nombre de ses partisans, au cours d’un autre attentat-suicide. Chef de l’ASRII (Assemblée suprême pour la révolution islamique en Irak), un parti chiïte formé en Iran parmi les prisonniers de guerre irakiens internés dans ce pays à partir de 1982, il bénéficiait

(malgré les orientations que trahissait son intitulé) de la bienveillance américaine. Ces deux opérations spectaculaires et rapprochées devaient donner le ton pour les années suivantes : l'assassinat d'étrangers et de chiites atteignit des proportions inouïes – jusqu'à ce que les milices chiites répliquent, à partir du printemps 2005 mais surtout de février 2006, lorsque l'un des plus saints mausolées de cette confession, la mosquée d'Or de Samarra, fut détruit par une explosion criminelle.

Vues du monde musulman au sens large, l'invasion et l'occupation de l'Irak – que certains intellectuels démocrates de la région avaient considérées dans un premier temps comme un mal nécessaire, car elles débarrassaient le Moyen-Orient d'un dictateur sanguinaire mais populiste qui prenait en otage les causes arabes ou islamiques et les souillait – commencèrent dès l'année 2004 à avoir très mauvaise presse : elles ne parviendraient jamais à surmonter l'opprobre de Guantánamo ni l'ignominie d'Abou Ghraïb.

À cela s'ajouta la légitimation nationaliste et islamique dont fut gratifiée l'insurrection sunnite, au moins jusqu'en février 2006, quand commença d'apparaître au grand jour sa sauvage dimension anti-chiite. Le 8 novembre 2004, juste après la réélection victorieuse du président Bush grâce à la Guerre contre la Terreur, l'armée américaine lança l'opération *Phantom Fury* contre la ville de Fallouja, sanctuaire des insurgés sunnites, connue pour abriter des jihadistes sanguinaires, irakiens comme étrangers, ainsi que des centres de détention et de torture d'otages. Cette même année 2004, qui voyait encore de nombreux attentats-suicides en Israël – avant que la construction du mur de séparation n'y mît un terme et

ne contraignît Hamas à prononcer en mars 2005 un cessez-le-feu (*tahdi'a*) qui signait la fin de la seconde Intifada déclenchée le 28 septembre 2000 – fournit l'opportunité à certains grands oulémas de stature internationale, comme le cheikh Youssef al-Qardhawi, de réunir les deux soulèvements palestinien et irakien sous le chapeau d'un jihad commun. Ce téléprédicateur égyptien résidant au Qatar, Frère musulman de sensibilité, invité vedette régulier de l'émission religieuse la plus écoutée sur la chaîne Al Jazeera – *Al chari'a wa'l hayat* (la loi islamique et la vie) – avait été l'un des premiers à fournir, en 1996, une légitimation aux « opérations-martyre » de Hamas qui tuaient des civils israéliens. Il arguait que, dans l'État hébreu, où hommes comme femmes servent sous l'uniforme en tant que réservistes, tout citoyen est un combattant en puissance et constitue *ipso facto* une cible licite du jihad défensif que les musulmans sont fondés à engager lorsque leur terre est envahie par des infidèles. Par un raisonnement analogique, le cheikh Qardhawi, qui préside par ailleurs l'Association internationale des savants musulmans et le Conseil européen de la fatwa, instances basées à Dublin, émit en septembre 2004 des avis juridiques favorables en réponse à des questions posées par des croyants musulmans sur la licéité de tuer les occupants impies de la terre musulmane d'Irak.

Par-delà la casuistique habituelle à ce type de déclarations, celle-ci, émanant d'un ouléma qui se targuait de tenir le « juste milieu » (*al wasatiyya*) entre les jihadistes et les religieux de cour, était indicative du soutien que recevait l'insurrection dans le monde sunnite, et de la patente islamique dont elle pouvait se prévaloir. À l'échelle de l'Oumma musulmane, sunnite à plus de 80 %, les insurgés furent rapidement perçus comme des résistants à une occupation non islamique, et ils en tiraient

un prestige où se mêlaient la ferveur nationaliste arabe et l'enthousiasme du jihad. Vu de Bagdad, il en allait autrement : les rebelles sunnites combattaient, par-delà les troupes étrangères comme telles, l'Irak remodelé par les États-Unis, où l'alliance entre chiïtes et kurdes détenait l'essentiel du pouvoir et contrôlerait la plus grande partie des ressources pétrolières, situées dans le Sud chiïte et le Nord kurde du pays. Le maintien d'un état d'insécurité permettait de faire échouer ces projets – en terrorisant d'abord les entrepreneurs et investisseurs étrangers – privant ainsi les bénéficiaires désignés des recettes pétrolières de la manne qu'ils s'étaient partagée par avance, puisque la violence interdisait la prospection des hydrocarbures, tandis que les puits encore en état de fonctionner passaient sous la coupe de milices confessionnelles ou ethniques qui organisaient une contrebande florissante. L'objectif à court terme des élites sunnites qui encourageaient l'insurrection, par-delà les considérations idéologiques baathistes ou jihadistes de certains, était de contraindre les Américains à reconsidérer la politique d'exclusion des sunnites du pouvoir et de l'accès à la rente pétrolière. Dans les faits, ce but fut atteint à partir de l'été 2005, lorsque le nouvel ambassadeur des États-Unis à Bagdad, Zalmay Khalilzad – lui-même d'origine afghane, sunnite et pachtoune, et personnage en vue de l'intelligentsia néoconservatrice – commença à approcher les sunnites pour leur donner une part du pouvoir, et convainquit certains d'entre eux de participer aux scrutins qu'ils avaient massivement boycottés en janvier, lors des élections pour l'Assemblée constituante. La population sunnite vota lors du référendum constitutionnel du 15 octobre 2005 – sans parvenir à faire échouer un projet qui entérinait à son détriment le caractère fédéral de l'Irak, et la privait de la

plupart des retombées futures des recettes pétrolières – ainsi qu’aux élections législatives de décembre. Les partis sunnites qui avaient pris part au vote, comme le Parti islamique irakien, branche locale des Frères musulmans, et obtenu des députés dans le nouveau Parlement, furent rétribués par quelques maroquins ministériels. À l’instar des ministres chiïtes ou kurdes, leurs collègues sunnites gèrent leurs administrations comme autant de fiefs communautaires, distribuant à leur famille et leur tribu les postes de fonctionnaires sur un mode mono-confessionnel ou mono-ethnique – sans que la violence cessât, tout au contraire, pendant l’année 2006. Les élections avaient entériné la fragmentation du pays, donné la victoire aux partis qui exacerbent l’identité particulière de chaque groupe, au détriment de l’unité nationale et du débat politique sur des projets globaux de société : les listes laïques qui tentaient de transcender pareils clivages, et se référaient à des idéaux supra-confessionnels ou supra-ethniques furent réduites à la portion congrue et la représentation nationale favorisa le sectarisme incarné par des partis islamistes chiïtes ou sunnites, ou des nationalistes kurdes, ce qui poussait à son terme la décomposition de la société initiée durant les années de l’embargo. Sauf parmi les Kurdes, les islamistes avaient réussi à s’emparer de la représentation politique ; mais, contrairement à des pays où l’écrasante majorité de la population était sunnite (comme l’Égypte ou l’Algérie) ou chiïte (comme l’Iran), le langage religieux en Irak ne se réclamait pas d’un consensus visant à ranger l’ensemble de la société sous la houlette de l’islam en général – à la différence des Frères musulmans égyptiens, du FIS algérien ou des sectateurs de Khomeyni. À Bagdad, l’islamisme sunnite portait au paroxysme la haine anti-chiïte, et vice versa – creusant

les divisions confessionnelles et leur donnant un caractère irréversible, existentiel.

Dans ce contexte, la surenchère à la religiosité se manifestait par des signes ostensibles, comme le port du voile désormais systématique pour les femmes : selon la norme iranienne pour les chiïtes, saoudienne pour les sunnites. Surtout, l'appétence de chacune des factions pour les bandes armées permit à la violence de se nourrir de sa propre perpétuation, par-delà les objectifs d'origine : les milices chiïtes, sunnites ou kurdes mêlaient politique et crapulerie, s'emparaient des biens par la force, exerçaient le racket, dans un pays où l'État ne fonctionnait plus que comme un organe artificiel surimposé sur la société désagrégée et n'assurait ni l'ordre public ni la redistribution sociale. Pareil phénomène s'était donné à voir presque à l'identique au cours des guerres civiles qui avaient endeuillé le Liban, l'ex-Yougoslavie ou l'Algérie au cours des trois précédentes décennies – à cette différence que l'Irak était frappé par cette catastrophe alors même que près de 140 000 soldats de l'armée la plus puissante du monde patrouillaient les rues et sillonnaient le ciel, révélant ainsi l'impuissance américaine face au cataclysme improbable que l'invasion avait déclenché, et minant la ressource militaire elle-même du Grand Récit de la Guerre contre la Terreur par l'explosion incontrôlable de la terreur au quotidien.

### *Le come-back d'Al Qa'ida*

L'échec du *nation-building* exemplaire que le président Bush et ses conseillers néoconservateurs voulaient mener à bien en Irak s'accompagna, en ce qui concerne la politique américaine envers les sunnites à tout le moins, d'un

deuxième fiasco : au lieu de contribuer à l'éradication d'Al Qa'ida, l'occupation de l'Irak offrit à la mouvance terroriste un champ d'action inespéré, et l'occasion de réussir son implantation sociale, alors qu'elle était demeurée jusqu'alors une organisation déconnectée des sociétés et incapable de mobiliser les masses. De plus, « Al Qa'ida en Mésopotamie » – comme le groupe aimait à s'appeler (*al qa'ida fi balad al rafidain*) en révoquant le nom « nationaliste » d'Irak au profit d'une appellation islamique ancienne décalquée de la toponymie de l'Antiquité classique – fit de l'attentat-suicide son mode privilégié d'opération, et du martyr qui déclenchait l'explosion de son corps à l'approche des troupes américaines ou au milieu d'une foule chiite l'emblème du jihadisme. Symbole ambigu s'il en était, car l'immense majorité des victimes des centaines d'attentats-suicides perpétrés en Irak furent, non pas des occidentaux « impies », mais des musulmans chiites – « hérétiques » de circonstance – ce qui approfondissait la *fitna*, la guerre au cœur de l'islam, dont les attentats du 11 septembre 2001 avaient offert les prémices.

La figure la plus médiatisée du jihadisme en Irak fut un personnage interlope, à la croisée de la racaille et de l'islamisme radical – qui incarnait la polysémie de l'insurrection : Abou Moussab al-Zarqawi. Né en Jordanie dans la ville de Zarqa – d'où son « nom de guerre » (il s'appelait pour l'état civil Ahmad Fadil Nazal al Khalayleh) – trafiquant, mauvais garçon au corps tatoué, repris de justice, il connut comme tant d'autres – de Malcolm X à Khaled Kelkal – la révélation islamiste en prison, l'un des espaces les plus favorables à la propagation de cette doctrine. Élargi dans le cadre d'une amnistie générale décrétée lors de la montée sur le trône du roi Abdallah II, le 9 juin 1999, il partit rejoindre les camps d'entraînement jihadistes afghans, puis se transféra en Irak, via l'Iran, à travers

la zone autonome kurde où il aida à fédérer un mouvement islamiste local avant de tirer profit du chaos résultant de l'invasion américaine pour rejoindre la zone arabe sunnite, et mettre ses talents au service de l'insurrection. En l'état actuel des sources disponibles, il est très difficile de mesurer quelle fut exactement la part des jihadistes dans la furie sunnite, par rapport aux anciens baathistes, aux nostalgiques de Saddam et aux notables de la communauté qui défendaient leurs intérêts particuliers. Abou Moussab et ses affidés disposaient en tout cas d'un moyen que les autres composantes de l'insurrection ne maîtrisaient que médiocrement : la communication médiatique, surtout lorsqu'ils bénéficièrent de la marque Al Qa'ida, qui assurait immédiatement une répercussion sans pareille à leurs atrocités, les traduisant en show télévisé ou hit de la blogosphère. Il semble qu'Abou Moussab, dans une première période de son jihad, en Afghanistan, au Kurdistan et dans les débuts de son engagement dans l'insurrection, avait préféré faire cavalier seul sans se soumettre à l'autorité de Ben Laden. Mais l'allégeance à celui-ci en octobre 2004 – guère contraignante, eu égard à la vaste liberté d'action dont disposait Zarqawi dans l'inaccessible Irak – lui permit, en échange de la franchise « Al Qa'ida en Mésopotamie », de bénéficier de l'effet de notoriété de cette appellation. L'apport propre d'Abou Moussab fut important : il donna une inflexion nouvelle au jihadisme, combinant la tradition issue de l'Afghanistan des années 1980-1990 et celle d'Al Qa'ida du début de ce siècle. Du jihad afghan, Zarqawi retint la conjugaison des moudjahidines locaux et des jihadistes étrangers dont les actions visaient les forces occupantes – hier l'Armée rouge, aujourd'hui les troupes américaines et alliées – sur un terrain déterminé, en liaison avec une population dans laquelle

les combattants se mouvaient aisément, disposant de larges complicités. D'Al Qa'ida, il imita la propension à privilégier les « opérations-martyre » spectaculaires et exploitables par la télévision, faisant aussi écho aux guérillas menées contre Israël par le Hezbollah au Liban, et par Hamas et l'Organisation du jihad islamique en Palestine et dans l'État hébreu. L'identification avec le mode opératoire de la seconde Intifada était primordiale pour la propagande : en effet, les attentats-suicides anti-israéliens bénéficiaient d'un large consensus favorable dans le monde arabe et musulman. En traçant un signe d'équivalence entre la Palestine et l'Irak, dont les images devenaient presque indiscernables les unes des autres dans les bulletins d'information d'Al Jazeera en 2004, Zarqawi visait à confondre les deux causes en une.

Pourtant, le spectacle féroce que donnait le chef d'Al Qa'ida en Mésopotamie commença bientôt à desservir les intérêts du jihadisme, à cause de la violence inouïe dont celui-ci faisait preuve contre ses victimes, de la délectation perverse dont semblait s'accompagner la diffusion en ligne et sur les chaînes de télévision arabes des scènes d'interrogatoire et d'exécution des otages, étrangers comme irakiens. À tel point qu'Ayman al-Zawahiri, l'idéologue responsable du *branding* d'Al Qa'ida dans le monde, dans une correspondance de juillet 2005, interceptée et rendue publique par les services de renseignement américains en octobre suivant, lui remontra que l'exhibition de sa cruauté révoltait davantage de sympathisants potentiels qu'elle n'épouvantait d'ennemis. Zarqawi avait épousé avec un zèle excessif le parti local des sunnites irakiens au détriment des objectifs bien compris du jihad mondial : en faisant de la tuerie des chiïtes son principal acte de foi, il s'exposait à la réprobation de nombreux musulmans

ordinaires à travers le monde, peu avertis des chicaneries doctrinales, dotés de la foi du charbonnier, et considérant sans y voir malice les sectateurs d'Ali comme partie intégrante de la communauté des croyants. Il avait fait prévaloir les intérêts particuliers à court terme de ceux qui assuraient à son groupe couverture politique et implantation sociale en Irak, sur la mobilisation universelle de l'Oumma, et embarrassait par là Ben Laden et ses disciples dont il utilisait la dénomination. Or, Zawahiri craignait par-dessus tout la rupture entre l'avant-garde jihadiste et les masses qui ne comprenaient pas ses actions et se dissociaient d'elle, comme les années 1990 en avaient donné le funeste exemple en Égypte, en Algérie ou en Bosnie. Zarqawi, après avoir réussi à s'implanter dans la population sunnite en un premier temps, risquait désormais, en révulsant les téléspectateurs et internautes musulmans au sens large, d'entraîner tout uniment Al Qa'ida dans l'abjection où il s'enfonçait personnellement.

Pour les autorités américaines, qui tentaient de résorber la violence de l'insurrection en offrant à certains dirigeants sunnites de participer au pouvoir et de jouir de ses retombées matérielles, l'objectif primordial consistait à dissocier Zarqawi des notables sunnites irakiens, isolant celui-ci pour composer avec ceux-là. Le chef d'Al Qa'ida en Mésopotamie, afin de desserrer l'étau, dynamita le 22 février 2006 la coupole de la mosquée d'Or de Samarra, qui abrite le tombeau de l'un des douze Imams ainsi que l'entrée de la grotte où le Mahdi aurait disparu, l'un des sanctuaires les plus révéérés par la dévotion chiite – suscitant la fureur des croyants. Les milices des partis chiites, face à ce sacrilège suprême, s'en prirent alors sans retenue aux mosquées et lieux saints de la communauté adverse tandis que des commandos de la mort capturaient

et torturaient des sunnites dont on retrouvait au matin les cadavres mutilés dans un fossé ou sur un monceau d'immondices. L'ampleur de la réaction chiite enclencha une spirale de violences telle que l'on qualifia de guerre civile ce qui n'était jusque-là nommé qu'affrontements interconfessionnels. Cela aurait dû souder les rangs sunnites derrière les plus extrêmes de leurs champions – selon le calcul de Zarqawi. Mais les périls que faisait porter à la confession minoritaire l'exacerbation des haines de la majorité, tandis que les migrations de population des quartiers mixtes désormais trop dangereux vers des zones homogènes entraînaient souffrances et massacres, s'avèrent excessifs : certains groupes sunnites en conclurent que Zarqawi représentait une menace pour leur propre survie à moyen terme dans un pays où ils risqueraient de subir des pogroms. Isolé, celui-ci s'engagea dans une campagne de communication pour plaider sa cause : il prit des risques pour sa sécurité en s'exposant arme à la main devant les caméras, en des lieux identifiables. Victime d'une trahison, il fut repéré puis tué par l'armée américaine le 7 juin 2006, et son cadavre exhibé à la télévision. Son exécution ne se traduisit pas par une baisse de la violence, tout au contraire : l'été et l'automne virent une recrudescence des attentats et des assassinats, en faisant les pires saisons depuis le début de l'occupation, avec parfois plus de cent morts en une seule journée. Le mois de juillet, avec plus de 3 500 attaques dénombrées contre les forces de la coalition, les autorités ou les civils irakiens, fut le plus meurtrier depuis l'entrée des troupes américaines et alliées en Irak. La morgue de Bagdad y traita un record de mille sept cents cadavres – contre une moyenne de cent vingt par mois en 2002.

Le nom du successeur de Zarqawi, le jihadiste égyptien Abou Hamza al-Mouhajir (ou Abou Ayyoub al-Masri) –

fut rendu public dès le 13 juin, tandis que Zawahiri comme Ben Laden prononçaient l'éloge funèbre du nouveau « martyr de l'Oumma » dans des déclarations vidéo et audio. L'épopée sauvage de ce tueur avait entraîné derrière elle des Irakiens, mais surtout des centaines d'étrangers – des jihadistes saoudiens, syriens, maghrébins, ainsi que quelques jeunes Européens, tant descendants d'immigrés musulmans que convertis. La plus célèbre dans cette dernière catégorie fut Muriel Degauque, une boulangère paumée de Charleroi, en Belgique, séduite et voilée par un islamiste marocain qui l'épousa et prit avec elle la route de l'Irak dans une vieille Mercedes avant qu'elle se fit exploser dans une « opération-martyre » le 9 novembre 2005. Pour les pays de départ des jihadistes, le bilan était ambigu : s'ils voyaient avec soulagement s'éloigner des troubles, le terrain irakien constituait un lieu d'entraînement exceptionnel pour s'initier à la guérilla urbaine, et en reproduire les techniques par la suite dans une métropole d'Europe, d'Amérique ou du Moyen-Orient. Cependant, la grande majorité de ceux qui parvenaient jusqu'à l'Irak semblent ne pas en être revenus car le turn-over accéléré des attentats-suicides fournissait au Moloch du jihad sa ration quotidienne de proies fanatisées.

### *L'irruption de l'Iran*

Outre la guerre civile et l'essor du jihadisme sunnite, l'occupation de l'Irak par les troupes américaines et alliées eut une troisième conséquence absolument imprévue par les conseillers néoconservateurs du président Bush, pourtant férus de stratégie et de géopolitique : la résurgence de l'Iran islamiste, incarnée dans la personne insolite du président élu en juin 2005, Mahmoud Ahmadinejad.

Avant l'invasion, les chiites irakiens, dont certains porte-parole exilés de longue date et sécularisés comme Iyyadh Allawi ou Ahmad Chalabi avaient les faveurs de Washington, étaient perçus comme le ferment de la démocratisation de leur propre société, du Moyen-Orient arabo-islamique en général et surtout de l'Iran chiite voisin après la chute programmée de Saddam. Alors que la société iranienne avait porté au pouvoir M. Khatami en 1997, réélu pour un second mandat en 2001, celui-ci, qui multipliait les ouvertures culturelles vers l'Occident, en prêchant à travers l'Europe le « dialogue des civilisations », n'avait bénéficié d'aucune oreille attentive parmi les cercles du pouvoir américain, qui ne voyaient en lui que la face souriante de l'establishment khomeyniste abhorré. Tout soutien à ses initiatives – sans qu'eussent été réglés les contentieux entre les deux pays, notamment les suites de la prise en otages de diplomates américains par des « étudiants dans la ligne de l'Imam » en novembre 1979, pour quatre cent quarante-quatre jours – aurait consisté, vu de Washington, en une capitulation devant le régime des mollahs, renforçant celui-ci. Au-delà d'un simple changement d'attitude (*behavior change*), les dirigeants américains voulaient impulser un changement de régime (*regime change*) à Téhéran. Pour cela, ils s'appuyaient sur des perceptions du divorce croissant entre la société iranienne – ses élites éduquées à tout le moins – et le pouvoir religieux. En renforçant les aspirations démocratiques de cette société, il leur semblait que le régime, isolé, tomberait aisément.

Une foule de petits faits de la vie quotidienne étayaient cette expectative : à Téhéran, où les classes aisées habitent en altitude et à l'air pur, au nord de la cité, jusqu'à 1 800 mètres, tandis que les couches populaires sont confinées dans le piémont pollué et méridional, vers 1 300 mètres,

on remarque, à partir de la cote 1 500 et au-delà, un changement dans la vêtue féminine. Le tchador noir informe couvrant les femmes pauvres cède la place chez leurs congénères mieux nées au manteau islamique de rigueur, mais l'inventivité infinie du beau sexe s'ingénie à en raccourcir les pans, à évaser ou cintrer la coupe, pour mettre en valeur taille de guêpe ou pantalon collant couleur chair, tandis que le foulard imposé recule vers l'occiput, découvrant des mèches de cheveux soigneusement blondies, des lunettes de soleil de grande marque, voire un nez portant témoignage, grâce au sparadrap, des miracles récents de la chirurgie esthétique – à la barbe et à la rage des Gardiens de la Révolution. La morale islamique prêchée par le régime semble ainsi tournée délibérément, dans les classes moyennes urbaines sécularisées au moins. Celles-ci ne manifestaient aucune attache envers le régime en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, mais celui-là conservait encore l'appui tant du bazar que des déshérités – classes moyennes pieuses et jeunesse urbaine pauvre bénéficiaires de la rente pétrolière qui leur avait été redistribuée par la théocratie depuis la révolution islamique de 1978-1979. À la fin de la présidence Khatami toutefois, les marges de manœuvre concédées aux Iraniens libéraux par les réformateurs au pouvoir aliénèrent la jeunesse pauvre, qui craignait que disparaissent à terme, avec l'ouverture du pays, les privilèges sociaux et la provende dont elle disposait en échange de son soutien aux mollahs en place : aliments et logement subventionnés, accès privilégié à l'université pour les familles des « martyrs » tombés contre l'Irak, etc.

Face à cet effritement de sa base de soutien, le régime clérical, loin de poursuivre dans la voie ouverte par le président Khatami, mit à profit la situation née de l'occupation américaine en Irak et de ses déboires pour radicaliser

sa politique étrangère tout en s'engouffrant à domicile dans des promesses de subventions massives pour les produits de consommation. Alors que s'affrontaient plusieurs candidats réformateurs, les électeurs donnèrent la victoire, au second tour du scrutin présidentiel de juin 2005, à l'outsider Mahmoud Ahmadinejad, un quadragénaire sans turban, issu des rangs des Gardiens de la Révolution, les Pasdarans – qui recueillit les suffrages populaires après avoir promis une vaste politique de relance en « faisant bénéficier les Iraniens des revenus du pétrole ». Mal vêtu, d'apparence humble, le nouveau président, ancien maire de Téhéran, bénéficia de l'engagement de la milice fanatisée du *bassidj* – un terme persan traduit de l'arabe *ta'di'a* qui signifie la mobilisation des chiites – et de l'appui discret et tardif mais décisif du guide suprême Khamenei.

Les *bassidjis* s'étaient rendus célèbres, mobilisés pendant la décennie 1980 dans la guerre contre l'Irak, par leur propension à rechercher le martyr, en se précipitant sur les mines irakiennes pour les faire exploser – et eux avec – ou montaient par vagues humaines main dans la main et poitrine en avant face aux nids de mitrailleuses irakiennes jusqu'à les submerger, chair à canon juvénile dont le sang versé à profusion étanchait la soif du Dieu implacable de l'ayatollah Khomeyni. Très jeunes pour la plupart, ils avaient été recrutés dans les écoles, collèges et lycées, après endoctrinement *ad hoc*, partant à la mort le front ceint d'un bandeau portant la formule propitiatoire : « Il n'y a de dieu qu'Allah et Mohammad est Son prophète », autour du cou une petite clef en métal pour ouvrir la porte du Paradis, remplacée, quand le nombre des morts atteignit le stade industriel, par une clef en plastique *made in China*. Avec le temps, ils allèrent à la mort enroulés dans une couverture afin que les lambeaux de leur corps

déchiqueté par l'explosion des mines restassent assemblés, facilitant leur recueil et leur transformation en reliques. Un quart de siècle après la guerre, l'invention des reliques de martyrs demeure un rite prisé du régime, par lequel il retrempe sa légitimité : lorsqu'un charnier est découvert, les ossements, dans des cercueils aux couleurs iraniennes, sont honorés par les plus hautes autorités au cours d'un défilé militaire auquel assistent les inconditionnels du pouvoir, puis envoyés en récompense à des villes que l'on veut distinguer.

Mahmoud Ahmadinejad, à peine élu, s'employa à revivifier cette tradition de sacrifice de soi et à la réinscrire au centre de la propagande officielle : « Y a-t-il un art plus beau, plus divin et plus éternel que l'art de mourir en martyr ? Une nation qui connaît le martyr ne connaît pas la captivité ! », proclama-t-il à la télévision. En revivifiant l'esprit de martyr, le nouveau président exprimait de manière imagée la radicalisation qu'il souhaitait infliger à la politique étrangère iranienne, à rebours des ritournelles de l'ancien président Khatami sur le dialogue des civilisations. L'enlèvement des troupes américaines en Irak, leur dépendance envers la bonne volonté des milices chiites tandis que l'insurrection sunnite multipliait les attaques meurtrières, avaient fait de l'Iran – à la stupeur de Washington – le protagoniste clef du drame irakien – grâce à l'influence dont il disposait sur certaines des milices chiites, particulièrement la brigade Badr, liée à l'ASRII, dirigée par Abd al Aziz al Hakim. Elle avait été entraînée, équipée et payée par Téhéran et, à ce titre, ses membres faisaient l'objet d'une haine particulière de la part des insurgés sunnites irakiens qui leur accolaient le label infamant (à leurs yeux) de « Safavides », d'après le nom de la

plus grande dynastie persane. Ils voyaient en eux une cinquième colonne iranienne qui voulait subjuguier l'Irak, annihiler son arabité et le réduire à une annexe religieuse et culturelle de la Perse. Mais cette haine envers l'Iran et ses alliés irakiens n'empêchait pas Téhéran de fournir l'insurrection sunnite en armes sophistiquées, notamment en *roadside bombs*, ces explosifs télécommandés déclenchés au passage d'un convoi militaire, perçant les blindages et massacrant les soldats – des bombes identiques à celles fournies au Hezbollah libanais par son parrain iranien, et qui avaient eu raison des patrouilles blindées israéliennes au Sud Liban, précipitant le retrait de Tsahal en mai 2000 après dix-huit ans d'occupation. Par ces livraisons de matériel aux diverses bandes armées irakiennes, le régime des mollahs, et particulièrement le corps des Pasdarans – l'armée idéologique du pouvoir – exacerbait le conflit dans le pays voisin, rendant la mission des occupants américains chaque jour plus impossible. Enlisés, les États-Unis seraient contraints de négocier en position de faiblesse avec l'Iran, et devraient entériner sa suprématie régionale : tel était le rêve des dirigeants de Téhéran, déterminés à capter à leur profit le Grand Récit de la Guerre contre la Terreur une fois Saddam éliminé par le Grand Satan naïf américain.

### *L'irrésistible ascension de Moqtada al-Sadr*

La ruse persane avait eu raison des calculs ingénus des néoconservateurs de Washington, dupes de leur certitude que l'Iran serait gagné par la démocratisation pro-américaine sous l'influence vertueuse des chiïtes d'Irak et la force de la présence militaire des États-Unis. Au contraire, le chaos à Bagdad avait renforcé la main des factions les plus radicales

de Téhéran ; et en retour, l'influence de celles-ci sur les chiïtes irakiens ne fit que croître, dissociant ces derniers de l'alliance avec l'occupant. À partir de mars 2005, après que les élections à l'Assemblée constituante irakienne de janvier eurent donné une majorité aux listes religieuses chiïtes alliées aux Kurdes, le gouvernement échut, au terme de longues négociations, à M. Ibrahim Ja'fari, dirigeant du parti *da'wa* (« l'appel à l'islam ») – une formation islamiste créée vers 1957 par un groupe d'activistes chiïtes qui s'étaient inspirés des méthodes d'organisation du parti communiste pour mieux combattre celui-ci. Parmi ses fondateurs, on comptait l'ayatollah Mohammed Baqir al-Sadr, qui deviendrait ensuite le représentant personnel de l'ayatollah Khomeyni en Irak, avant d'être assassiné par les agents de Saddam en avril 1980. Comptant peu de militants et dépourvu de milice particulière, le parti *da'wa* bénéficiait du soutien des disciples d'un parent de cet ayatollah, le jeune mollah Moqtada al-Sadr. Son propre père, l'ayatollah Mohammed Sadiq al-Sadr, avait quant à lui été tué en 1999 par les hommes de main du régime baathiste, après s'être construit une popularité immense durant la période de l'embargo pendant laquelle ses affidés approvisionnaient et encadraient les quartiers chiïtes déshérités qui souffraient à l'extrême des pénuries causées par les sanctions internationales. Mohammed Sadiq prônait un engagement du clergé dans les combats de la vie quotidienne, et avait qualifié son mouvement de *hawza natiqa* (« le séminaire loquace »), par opposition au principal séminaire de la ville sainte de Nadjaf, le Vatican du chiïsme, contrôlé par le grand ayatollah d'origine iranienne Ali al-Sistani, qui ne se prononçait que sur les questions de théologie et avait été surnommé *hawza samita* (« le séminaire silencieux »). Comme d'autres activistes religieux, ethniques ou tribaux, Mohammed Sadiq

al-Sadr avait mis à profit la déréliction sociale des années 1990 pour construire autour de lui une communauté soudée par les épreuves et unie derrière une foi agressive. Il avait bénéficié paradoxalement des encouragements de Saddam, dans le cadre des « campagnes de foi » lancées par le régime pour tenter de coopter les dirigeants islamiques qui prenaient en charge la vie quotidienne depuis l'effondrement de l'État-providence irakien – d'autant que les Sadr appartenaient à un lignage arabe et non iranien, au contraire de beaucoup de clercs majeurs, à commencer par le grand ayatollah Sistani, et que le panarabisme du parti Baath s'était traduit en Irak par une xénophobie anti-iranienne exacerbée. En contrepartie, Mohammed Sadiq avait rétabli la prière du Vendredi – que les chiites ne célèbrent que si le gouvernant est juste, puisque les invocations du sermon se font en son nom. Mais la popularité exceptionnelle de cet ayatollah aux sermons duquel on se pressait et qui connaissait le prix des tomates finit par inquiéter le dictateur : Saddam le fit assassiner avec deux de ses fils. Lui survécut le jeune Moqtada, né à la fin des années 1970 – et auquel personne aux États-Unis ni parmi les exilés irakiens ne prêta la moindre attention, tant le grand âge est une condition nécessaire pour parvenir à la prééminence dans le clergé chiite qui révère par-dessus tout les longues années d'étude au séminaire.

Pourtant, dès la chute de Bagdad, ce jeune homme se lança dans la course au pouvoir avec autant d'ambition que de succès. Le 9 avril, date de l'investissement de la ville et de la destruction de la statue colossale de Saddam coïncidait avec l'anniversaire de l'assassinat de Mohammed Baqir al-Sadr, vingt-trois ans auparavant, par les sicaires du despote déchu : ceux qui se réclamaient de l'ayatollah et Moqtada qui portait son nom, loin d'attribuer ces faits à la puissance militaire des Américains,

virent là une revanche attribuable à l'œuvre miraculeuse du Mahdi, le Messie des musulmans, un signe clair qu'approchait la fin des temps, annoncée par le chaos dans le monde précédant son retour sur la terre. Pour la foi chiïte, le Mahdi revêt une importance prodigieuse : douzième Imam, occulté en 941 après J.-C., sa réapparition attendue remplira l'univers plongé dans les ténèbres et l'iniquité de lumière et de justice. Particulièrement frappant est ici le télescopage entre deux Grands Récits : pour les dirigeants de Washington, la statue de Saddam, renversée comme celle de Lénine en d'autres temps et d'autres lieux, était annonciatrice de la démocratisation de l'Irak sous la houlette américaine. Elle constituait le moment clef où le Grand Récit de la Guerre contre la Terreur passe à la phase de gestation d'une société démocratique sur les ruines de la dictature détruite. Pour les Sadristes, dans l'histoire sainte chiïte telle qu'ils l'interprétaient, le renversement de la statue de l'idole annonçait le prochain retour sur terre du Mahdi après l'apocalypse, la défaite finale des impies et des sunnites, et le triomphe ultime de l'islam chiïte sur la terre comme aux cieux.

Le lendemain 10 avril, des séides de Moqtada al-Sadr lynchèrent dans le sanctuaire de Najaf l'ayatollah Abd al-Majid al-Khoï, rejeton d'une des principales lignées de grands clercs, de retour d'exil à Londres, et que l'on présentait comme proche des Occidentaux. Par ce sacrilège assumé, Moqtada s'invitait brutalement dans la compétition pour dominer politiquement le clergé chiïte, présomption extraordinaire pour un jeune homme – qui le conduirait l'année suivante à tenter de s'emparer de Najaf au détriment de l'ayatollah Sistani. L'assassinat de Khoï perpétré, il lança le lendemain un appel aux chiïtes d'Irak à se rendre en pèlerinage à pied à Karbala,

lieu saint du chiïsme par excellence. Chaque année, le dixième jour du mois hégirien de Moharram, ceux-ci commémorent le deuil de l'Imam Hussein par des manifestations doloristes spectaculaires.

Quelque quatre millions de personnes participèrent cette année 2003 à Karbala au « quarantième » de Hussein, c'est-à-dire à la commémoration du quarantième jour suivant l'anniversaire de sa mort – le seuil considéré par les musulmans et d'autres croyants orientaux comme le moment où l'âme quitte définitivement le corps pour monter au ciel. Elles venaient pour une large part du faubourg chiite populeux de l'est de Bagdad où Mohammed Sadiq al-Sadr avait assis son immense popularité, et dont le nom désormais infamant de *Medinet Saddam* (« Saddamville ») fut changé en *Medinet al Sadr* (« Sadrville », le « Sadr city » des journaux). Il s'agissait de la première manifestation publique de dévotion chiite de cette ampleur depuis la fin de l'oppression baathiste – et elle exprimait que le chiïsme irakien, sous l'impulsion d'un jeune clerc inconnu mais qui appartenait à une lignée prestigieuse, était passé au stade de la mobilisation. Ce fut aussi le plus grand rassemblement humain au Moyen-Orient – le pèlerinage à La Mecque, contrôlé par les Saoudiens sunnites, ne réunissant que deux millions à deux millions et demi de musulmans. Sur le double plan irakien et régional, pareil événement s'avérerait gros de conséquences – en matérialisant tout à la fois l'irrésistible ascension de Moqtada al-Sadr et la résurgence d'un chiïsme révolutionnaire alarmant tout autant les puissances sunnites que les Américains qui verraient se retourner contre eux le serpent qu'ils avaient réchauffé dans leur sein.

L'une des caractéristiques du chiïsme tel que l'exprime Moqtada al-Sadr dès avril 2003 en Irak – et que professent aussi Mahmoud Ahmadinejad et ses partisans en Iran –

est la dévotion extrême pour le Mahdi. L'attente du retour du Messie, du douzième Imam occulté, est un des plus importants articles de la foi chiite. Mais cette attente est tempérée par l'existence d'un clergé hiérarchisé (inexistant comme tel chez les oulémas sunnites) : les ayatollahs coiffent une pyramide dont les degrés intermédiaires sont occupés par les *hoyjat al islam* (littéralement « preuve de l'islam »), et la base par la masse des mollahs – les curés. La durée des études, le prestige du maître auprès duquel on apprend, les examens que l'on réussit, les dissertations et traités que l'on rédige déterminent la progression dans la hiérarchie cléricale – un peu à la manière de l'université occidentale, et le savoir livresque est particulièrement révééré. Tout au sommet de la pyramide, quelques grands ayatollahs, appelés *marja' al taqlid* (littéralement « référence de la tradition ») sont dotés de l'infaillibilité – et peuvent, à ce titre, interpréter le texte sacré – à la différence du sunnisme, qui tient traditionnellement que le Livre saint n'est plus interprétable, la « porte de l'interprétation » ayant été close au X<sup>e</sup> siècle après J.-C.

Les clercs chiites gèrent la communauté dans l'attente du retour de l'Imam caché, dont ils sont en quelque sorte les substituts – et ont la cure des âmes des fidèles et de leur salut, étant entendu que le gouvernement est mauvais, mais qu'on lui fait une allégeance de façade tant que l'on se trouve en état de faiblesse – pour passer à la mobilisation contre lui lorsque se profile le retour de l'Imam. Ces règles généralement admises ont été bouleversées par l'ayatollah Khomeyni, qui considéra que le docteur de la loi (c'est-à-dire lui-même et ses successeurs, donc l'actuel Guide suprême Khamenei) avait la capacité de gouvernant juste, et que les fidèles devaient se mobiliser dans la Révolution islamique pour hâter sa prise du pouvoir. Et

pour entretenir la confusion entre lui et le Messie attendu, Khomeyni se fit appeler Imam par ses dévots. Mais en règle générale, le clergé comme corps constitué n'est pas pressé de voir revenir le Messie – car il perdrait son utilité sociale (et les considérables revenus des fondations pieuses) ; il tempère donc l'enthousiasme messianique qui constitue le commun de la foi populaire pour le canaliser sous sa houlette.

En Irak, cette aspiration au retour du Messie était encouragée par Moqtada al-Sadr. Il laissait accroire qu'il pourrait bien être le Mahdi attendu : celui-ci, selon la tradition, serait jeune, et tirerait sa science et sa prestance de l'inspiration divine – sans avoir subi le long cursus d'apprentissage qui blanchissait sous l'étude la barbe des mollahs aspirant au savoir théologique. Dans le petit peuple, féru de croyances messianiques spontanées, la dévotion pour Moqtada gagna très vite du terrain : elle était surtout répandue dans les quartiers populaires périphériques des grandes agglomérations, à Bagdad et dans le sud de l'Irak, gonflées par l'exode rural et les déplacements liés aux guerres successives subies par le pays – tandis que l'ASRII des frères Hakim touchait des milieux plus liés au clergé traditionnel et souvent mieux situés dans les hiérarchies sociales. Les deux partis différaient également sur l'avenir de l'État : l'ASRII, plus ouverte aux influences iraniennes, reposait sur l'allégeance de grandes tribus situées à l'entour des zones pétrolifères méridionales et se déclarait favorable au fédéralisme le plus large, afin de conserver pour elle et ses affidés la part maximale de la rente pétrolière. Le mouvement sadriste, plus expressément arabiste et implanté dans les périphéries urbaines déshéritées dépourvues d'hydrocarbures, était enclin à l'unité de l'Irak, et ne nourrissait pas d'hostilité de

principe contre les sunnites : les défunts ayatollahs Mohammed Baqir comme Mohammed Sadiq avaient appelé, leur vie durant, à l'unité des islamistes des deux confessions contre la gauche, les laïques et l'Occident. Au printemps 2004, l'assassinat par Israël des dirigeants du Hamas palestinien Ahmed Yassine et Abd al Aziz al-Rantissi – tous deux sunnites – avait suscité d'énormes manifestations de protestation des partisans de Moqtada, démontrant ainsi qu'ils étaient solidaires des grandes causes arabo-musulmanes, et non point limités à une vision étroitement chiite de leurs intérêts. Cette même année, en avril, les troupes américaines durent lutter sur deux fronts : à Fallouja contre les insurgés sunnites et à Karbala contre l'« Armée du Mahdi », la troupe de gueux qu'avait équipée Moqtada. En novembre, lors de l'assaut final des troupes américaines et gouvernementales contre Fallouja, il envoya des convois de ravitaillement au secours des jihadistes assiégés – mais ses chauffeurs « hérétiques » furent tués par les sunnites fanatisés, et la coopération entre les deux factions s'estompa. En dépit de son opposition radicale à la présence américaine, Moqtada fit participer ses fidèles aux trois scrutins sous occupation de l'année 2005 ; la masse des électeurs qu'il sut mobiliser lui donna, grâce au nombre de ses députés élus au Parlement, un rôle décisif dans la nomination du chef du gouvernement. La milice Badr, le bras armé de l'ASRII, dont les cadres avaient été formés en Iran, contrôlait quant à elle le ministère de l'Intérieur ; elle entreprit, au nom de la poursuite des jihadistes et des terroristes qui commettaient des attentats anti-chiïtes, d'arrêter des suspects sunnites en nombre, dont certains furent retrouvés par les forces américaines en état de malnutrition et ayant subi des tortures. La montée des tensions interconfessionnelles, les premières mesures de rétorsion chiïtes signalaient la baisse de

l'influence de l'ayatollah Sistani qui, depuis son séminaire de Najaf, prêchait pour la paix civile. En dépit de ses appels au calme, l'exacerbation des violences mettait en première ligne la brigade Badr et l'Armée du Mahdi, qui patrouillaient leurs quartiers respectifs et constituaient des forces armées irrédentistes dont la capacité de nuisance représentait un défi insupportable pour les troupes des États-Unis et de leurs alliés, déjà harcelées quotidiennement par les insurgés sunnites.

L'occupation calamiteuse de l'Irak avait ainsi profondément changé la donne au Moyen-Orient – et, par voie de conséquence, dans le monde – par rapport à la situation qui prévalait aux lendemains des attentats du 11 septembre 2001. L'Amérique victime, à laquelle un large crédit moral avait alors permis de prendre la tête d'une coalition antiterroriste, et d'élaborer un Grand Récit de la Guerre contre la Terreur qui accoucherait de la démocratie dans les pays musulmans, apparaissait désormais comme une force d'oppression à laquelle ses plus fidèles alliés occidentaux eux-mêmes mesuraient chichement leur soutien. La persistance de l'insurrection, magnifiée en résistance, avait donné son second souffle à une mouvance jihadiste déroutée après son éviction d'Afghanistan, lui permettant d'acquérir en milieu sunnite l'implantation populaire qui lui avait fait défaut jusqu'alors. Les régimes autoritaires sunnites de la région, alliés traditionnels de Washington, mais mis à l'index comme responsables du terrorisme après les attentats aux États-Unis, avaient connu un ironique retour en grâce à la Maison-Blanche car le président Bush désespéré était à la recherche de soutiens régionaux, sans plus s'embarrasser de principes démocratiques. Mais la crédibilité même de la protection

militaire américaine, aux yeux des dirigeants arabes hier vilipendés, s'amenuisait avec l'enlèvement en Irak. Enfin la carte chiite, qui devait représenter l'atout maître de la démocratisation, avait échappé aux néoconservateurs bluffés pour se retrouver entre les mains d'un régime iranien qui faisait soudain monter les enchères du poker nucléaire. Dans l'Orient compliqué, les apprentis sorciers de Washington étaient partis avec des idées simples qui paraissaient vendables sans effort à l'électorat américain comme à l'opinion mondiale : mener une guerre juste contre la terreur. Or ce Grand Récit construit en mobilisant l'éthique et la morale ne put survivre à une catastrophe irakienne dans laquelle les principes mêmes de la morale et du droit s'étaient dissous dans le chaos.